

<https://www.acdn.net/spip/spip.php?article20>



Grève de la faim pour Michel Bernard, André Larivière et Dominique Masset

- Accueil - Actualités - Communiqués -

Date de mise en ligne : vendredi 21 mai 2004

Copyright © www.acdn.net - Tous droits réservés

Hier, 20 juin 2004, trois hommes ont pris à Paris leur dernier repas avant longtemps. Agés de 46 à 51 ans, Michel Bernard, fondateur de la revue « Silence », André Larivière, animateur du Réseau Sortir du nucléaire, et Dominique Masset, de l'« Appel pour une insurrection des consciences », entament ensemble un jeûne dont l'intention déterminée explique que sa durée ne le soit pas.

Ils veulent attirer l'attention des médias et provoquer un mouvement d'opinion assez fort pour inciter le gouvernement français à suspendre sa décision de construire un nouveau réacteur nucléaire, l'EPR. Ce choix enfoncerait la France dans la folle aventure nucléaire. Dans le domaine de l'énergie, les jeûneurs réclament que les crédits de recherche, aujourd'hui dévorés à plus de 90 % par le nucléaire, soient réorientés vers le

<dl class='spip_document_25 spip_documents spip_documents_right' style='float:right;'>

André Larivière André Larivière à Saintes (12 mai 2004)

développement des énergies renouvelables, les économies d'énergie, et les moyens de mettre un terme aux dangers et à la pollution nucléaires. Plus de quarante comités de soutien se sont déjà créés en France.

L'Action des Citoyens pour le Désarmement Nucléaire (ACDN), réunie le 12 juin en Assemblée Générale à Saintes, a décidé d'apporter son soutien à cette action collective.

André Larivière était à Saintes un mois plus tôt, à l'étape du « tour de France pour sortir du nucléaire » qu'il a organisé sur le plan national. Il a déjà effectué deux longs jeûnes dans les années 80 pour protester contre la course aux armements. ACDN partage son combat non-violent sous ces deux aspects. De fait, le nucléaire militaire et le nucléaire civil sont liés « comme cul et chemise », la chemise civile cachant le fondement militaire. Le Commissariat à l'Energie Atomique, maître d'oeuvre des deux secteurs depuis sa création, le sait mieux que personne. La France, non contente de diffuser les technologies et matières nucléaires, continue à moderniser son arsenal de destruction massive qu'elle s'est engagée à éliminer en mai 2000 (article VI du Traité de Non-Prolifération) : elle doit le faire enfin, et renoncer à l'atome, tant civil que militaire, avant que celui-ci n'entraîne des catastrophes.

La population française n'a jamais été consultée sur ces deux sujets vitaux. C'est un scandale démocratique. Nous appelons nos concitoyens à manifester activement, notamment auprès des élus, leur soutien à l'action « pour vivre sans nucléaire ».